



PNUE



PROGRAMME
D'ACTIONS
PRIORITAIRES



Atelier sur la stratégie méditerranéenne de GIZC
(Split, 17 - 19 mars 2005)

RAPPORT
de l'Atelier sur
la stratégie méditerranéenne de GIZC
(Split, 17 - 19 mars 2005)

PAP-ICAM/2005/W.1/1
Programme d'Actions
Prioritaires
Centre d'Activités
Régionales
Split, mars 2005

Rapport de l'Atelier sur la stratégie méditerranéenne de GIZC (Split, 17-19 mars 2005)

Introduction

1. La XIII^{ème} réunion des Parties contractantes à la Convention de Barcelone, tenue à Catane en 2003, a recommandé au PAM de prendre les mesures nécessaires pour élaborer une stratégie méditerranéenne de gestion intégrée des zones côtières (GIZC) à proposer aux pays riverains pour adoption et mise en œuvre. Le PAM a délégué cette tâche au CAR/PAP qui est le Centre chargé de la mise en œuvre des activités GIZC.
2. Afin d'entamer la formulation de la stratégie, le CAR/PAP a organisé un atelier de travail auquel ont été invités des experts choisis en matière de gestion côtière. L'atelier s'est tenu dans les locaux du CAR/PAP, à Split, du 17 au 19 mars 2005.
3. Outre les représentants du CAR/PAP, à l'atelier ont pris part le représentant du CAR/PB et 15 experts invités. La liste complète des participants figure en annexe I alors que l'ordre du jour est donné en annexe II.

Ouverture de l'atelier et organisation des travaux

4. M. Ivica Trumbic, directeur du CAR/PAP, a souhaité aux participants la bienvenue et un agréable séjour à Split. Il a présenté l'objectif de l'atelier, qui est d'obtenir une contribution initiale à la formulation de la stratégie GIZC pour la Méditerranée. Il a expliqué que l'atelier était conçu comme un brainstorming pendant lequel les participants exprimeront leurs idées et feront des suggestions concernant le contenu de la stratégie. Enfin, il a présenté le programme proposé de l'atelier.
5. Les participants ont été invités à se présenter dans un tour de table.

Présentation des activités et des documents du PAM relatifs à la GIZC

6. Dans sa communication d'introduction, M. Trumbic a fait mention des plus importants documents et activités relatifs à la GIZC, ainsi que des résultats obtenus par le PAM malgré les différents obstacles à une mise en œuvre efficace de la GIZC dans les pays méditerranéens. Après avoir évoqué les moments cruciaux du processus qui a conduit d'une gestion environnementale vers une gestion intégrée des zones côtières, il a parlé de la finalité et du caractère de la future stratégie GIZC, ainsi que des conditions préalables à sa préparation et mise en œuvre. Une des questions auxquelles cet atelier devrait répondre, a-t-il dit, est quel type de stratégie nous voulons: une stratégie pour laquelle le PAM sera le seul responsable; une stratégie des Parties contractantes qui seront assistées par le PAM; une stratégie coordonnée du PAM et des Parties contractantes et, éventuellement, d'autres partenaires; ou une stratégie pour le littoral méditerranéen et la GIZC. Il a également donné quelques orientations pour l'élaboration de la stratégie et a présenté ses grandes lignes, en soulignant qu'elle devrait être centrée sur des problèmes concrets, avec l'accent sur le changement du système (arrangements institutionnels, législations, développement des capacités, gouvernance, partenariat, forces économiques). Enfin, il a expliqué la démarche à suivre après l'atelier en vue d'élaborer et de faire adopter la stratégie par les Parties contractantes.
7. La présentation de M. Trumbic ainsi que celles de tous les autres intervenants, sont reproduites dans l'annexe III.
8. M^{me} Elisabeth Coudert du CAR/PB a présenté la partie du Rapport sur l'environnement et le développement en Méditerranée relative aux zones côtières. Elle a commencé par la présentation du cadre logique du rapport qui est divisé en trois parties: dynamiques et

spécificités méditerranéennes; problématiques de développement durable; invitation à l'action. En parlant des spécificités des zones côtières méditerranéennes elle a souligné l'importance des écosystèmes, de la biodiversité et du patrimoine culturel qui composent cet espace soumis à une convergence de pressions. La deuxième partie de sa présentation a été centrée sur les tendances lourdes en matière de croissance démographique et d'urbanisation, de tourisme, de multiplication des infrastructures littorales et d'artificialisation des côtes, lesquelles ont résulté en des évolutions non durables caractérisées par la pollution des eaux côtières, l'érosion, la dégradation des habitats et de la biodiversité littorale, la dégradation des stocks halieutiques. L'étude de ces tendances et évolutions non durables a conduit à deux scénarios, un scénario tendanciel de base et un scénario de gestion durable, qui ont été présentés ainsi que les recommandations du CAR/PB concernant ce qu'il faut faire pour assurer le développement durable des zones côtières méditerranéennes.

9. M^{me} Zeljka Skaricic, administrateur de projets dans le CAR/PAP, a présenté deux importants documents du PAP relatifs à la GIZC, le Livre blanc et le Protocole régional sur la GIZC qui est en élaboration et qui sera prochainement soumis aux Etats riverains pour adoption. Le premier document, a-t-elle souligné, offre une vision stratégique de la GIZC en Méditerranée et donne des recommandations pour sa mise en œuvre à trois échelles spatiales (régionale, nationale, locale), avec l'accent sur la coopération régionale qui devrait aider les pays à améliorer les pratiques de GIZC au niveau national et local. Elle a ensuite parlé du protocole GIZC qui sera proposé aux pays en tant qu'instrument régional susceptible d'aider à combler les lacunes juridiques qui entravent la mise en œuvre de la GIZC. Après avoir passé en revue les travaux qui ont précédé l'élaboration du protocole, elle a présenté les principales justifications de son contenu tel qu'il a été décidé en consultation avec un grand nombre d'acteurs impliqués dans la GIZC. Elle a conclu en passant en revue la structure du protocole qui sera présenté aux prochaines réunions des points focaux du PAP, des points focaux du PAM et des Parties contractantes.

10. La première présentation faite par M. Marko Prem, adjoint au directeur du CAR/PAP, a porté sur le PAM-Phase II. Il a expliqué l'évolution du PAM depuis un programme traitant uniquement de la pollution marine vers un programme qui accorde la même importance à la gestion des zones côtières. La GIZC étant depuis le début considérée comme un élément crucial du développement durable des zones côtières méditerranéennes, les projets PAC ont avec le temps gagné de l'importance pour devenir une des activités les plus prestigieuses du PAM. C'est pourquoi une série de recommandations pour leur amélioration a été faite à l'occasion d'un atelier commun PAM/PAP/METAP tenu à Malte en 2002. Ces recommandations concernent les aspects suivants: gestion, approche participative, indicateurs de suivi et d'évaluation, synergie et coopération, partenariats, partage des connaissances et des informations, conception et mise en œuvre des programmes et projets.

11. Dans sa deuxième communication, M. Prem a présenté les recommandations de la CMDD de 1997 relatives à la gestion intégrée et durable des zones côtières. Ces recommandations concernent l'amélioration des mécanismes institutionnels pour la GIZC, l'introduction ou l'amélioration des instruments juridiques et réglementaires, l'accès à l'information et la participation du public, l'introduction des mesures d'incitation pour la GIZC, la mise en œuvre des projets pilotes tels que les projets PAC.

Discussion

12. La discussion qui a suivi a été centrée sur les questions suivantes:

- Calendrier: Bien que des préoccupations aient été exprimées à l'égard du calendrier assez serré de formulation de la stratégie, il a été constaté à la fin que le temps disponible est tel qu'il est et que le CAR/PAP doit concentrer ses efforts pour présenter aux Parties contractantes, en novembre cette année, un document sérieux

et cohérent. Plusieurs participants ont été d'avis que la stratégie existe déjà et que le CAR/PAP doit seulement lui donner une forme.

- Objectifs: Il faut d'abord définir les objectifs de la stratégie et le chemin à faire pour les atteindre. La définition des objectifs devrait être la tâche principale et le résultat majeur de l'atelier.
- Définition des termes: Il est important de préciser dès le début les termes qui seront utilisés dans la stratégie. Afin d'éviter les malentendus et la confusion causée par l'utilisation des termes "région littorale" et "zone côtière", il a été décidé que dans la stratégie serait utilisé le terme "gestion du littoral".
- Relation entre la stratégie GIZC et le protocole GIZC: Il est nécessaire de justifier pourquoi on fait une stratégie GIZC, particulièrement par rapport à l'élaboration presque simultanée du protocole. Comment établir un lien entre les deux? Pour certains participants, le protocole GIZC doit faire partie de la stratégie, c'est-à-dire être la plus importante valeur ajoutée et un instrument qui doit appuyer la stratégie. Il a également été constaté que, vu les pressions croissantes sur les zones côtières, il était indispensable d'avoir tous les deux documents.
- Approches: La question de la gestion de l'eau, des bassins fluviaux et des écosystèmes a été posée par plusieurs participants qui se sont demandés s'il était prudent de négliger ces aspects et comment avoir une bonne gestion du littoral sans faire un lien à la gestion des bassins fluviaux.
- Concertation avec les autres documents: Plusieurs participants ont insisté sur la nécessité d'éviter les doubles emplois, en rappelant certains autres documents (existants ou en élaboration) tels que la Stratégie marine de l'UE, la Directive sur l'eau de l'UE, le Protocole "tellurique" de la Convention de Barcelone, etc. Il a été suggéré que le CAR/PAP étudie d'abord ce qui est déjà dit dans les autres stratégies et s'y réfère sans répéter le contenu.
- Éléments de la stratégie: Certains éléments de la stratégie ont été proposés, tels que: amélioration des résultats à court terme, renforcement de l'approche participative, renforcement de l'approche "de bas en haut", (ré)établissement des contacts avec les autres organismes et programmes de l'ONU (FAO, PNUD, ONUDI, FEM, etc.), importance du secteur privé et de l'industrie. Par ailleurs, il ne faut pas oublier une autre importante composante - l'évaluation de la stratégie elle-même et les correctifs de sa mise en œuvre.

Présentation des documents du PAM et de l'UE relatifs à la GIZC

13. M. Mitja Bricelj du ministère slovène de l'Environnement et de l'Aménagement du Territoire a présenté la stratégie de l'UE relative à la gestion des zones côtières. Il a souligné le fait que les problèmes des zones côtières ont une dimension européenne et que, de ce fait, la réponse doit inclure une action au niveau européen. Pour l'UE, cette réponse ne peut être une simple solution juridique mais une stratégie flexible, focalisée sur des problèmes réels. La stratégie de l'UE définit le rôle de l'UE qui consiste principalement à appuyer la mise en œuvre de la GIZC par les états membres aux échelles locale, régionale et nationale, alors que les pays eux-mêmes doivent formuler leurs stratégies nationales jusqu'au printemps 2006. Il a conclu son exposé en présentant les principes sur lesquels repose la stratégie de l'EU (approche écosystémique, atténuation des pressions et des impacts sur le milieu marin, approche combinée, mécanismes d'aménagement du territoire, partenariat, etc.) et en recommandant que la stratégie méditerranéenne devrait être en synergie avec la stratégie de l'UE.

14. M. Brian Shipman, consultant PAP, a commencé sa présentation du projet de Stratégie marine européenne en expliquant les motifs pour sa préparation et en précisant les pays cibles (membres de l'UE, Europe au sens plus large et pays adjacents). Il a souligné les quatre objectifs stratégiques de la stratégie (protection des écosystèmes, réduction progressive de la pollution du milieu marin, utilisation durable des services et produits marins, application des principes de bonne gouvernance) qui se déclinent en objectifs opérationnels. Il s'est ensuite

concentré sur la partie de la stratégie relative aux plans de gestion régionaux qui doivent être élaborés dans une période de cinq ans à compter de la date d'adoption de la stratégie. Ces plans devraient comprendre une évaluation de l'état actuel et des impacts des activités humaines, une série d'objectifs environnementaux cohérents, un programme de mesures exigées pour atteindre ces objectifs, un programme de suivi et évaluation. Il a conclu son exposé en soulignant les instruments internationaux en relation avec la stratégie et les progrès réalisés en ce qui concerne sa formulation.

15. La dernière intervention de M. Prem a porté sur la Stratégie méditerranéenne de développement durable (SMDD), élaborée par le PAM. Il a souligné que cette stratégie était construite autour de quatre objectifs majeurs et de sept thématiques fondamentales (gestion durable de la mer et du littoral, maîtrise de l'urbanisation, agriculture durable et développement rural, gestion des ressources en eau, demande en énergie et effets à long-terme du changement climatique, gestion des transports, tourisme en tant que vecteur du développement durable). Chacune de ces problématiques a ses propres objectifs, qui ont également été cités, avec une référence particulière à ceux relatifs à la gestion durable des zones marines et côtières: (a) adoption du protocole GIZC jusqu'en 2007; (b) adoption des lois littoral par les pays jusqu'en 2012; (c) promotion des approches et des projets de gestion intégrée dans tous les pays; (d) évaluation de la vulnérabilité aux risques naturels et technologiques (plans relatifs aux risques jusqu'en 2010); (e) promotion du rôle des îles; (f) renforcement des capacités pour la gestion côtière. Il a conclu son exposé en citant certains des éléments d'importance pour la mise en œuvre de la stratégie et le suivi des progrès réalisés.

Discussion générale sur la stratégie

16. Au début, la discussion était centrée sur la nécessité de décider quel type de stratégie on doit viser. Il a été recommandé au CAR/PAP d'être pragmatique et de démarrer le travail sur la stratégie par une réflexion sur ce que l'on peut faire pour aider à appliquer les lois existantes et sur ce que cela implique en termes de formation, renforcement des législations, formulation de méthodologies, sensibilisation des Parties contractantes à l'importance de la GIZC, etc.

17. Une fois de plus, l'importance du protocole GIZC a été soulignée, compte tenu du fait qu'il existe encore des pays qui n'ont pas de législation spécifique aux zones côtières. Le protocole a été jugé indispensable pour donner un minimum de mesures permettant non seulement de protéger mais aussi de gérer les activités dans les zones côtières, y compris le tourisme, le transport maritime, la pêche, etc.

18. Plusieurs participants ont insisté sur l'importance d'agir au niveau national vu le fait que la coopération régionale est déjà bien développée. Cependant, il a été fortement recommandé que la stratégie GIZC à élaborer par le CAR/PAP prenne en compte et intègre les stratégies des autres CAR.

19. Lors de la discussion qui s'est de nouveau développée sur les limites de la stratégie, les suggestions suivantes ont été faites:

- il faut se focaliser sur les questions sous-régionales (écorégions);
- il faut proposer une limite raisonnable de la zone côtière et laisser à chaque pays la possibilité de la définir;
- il faut accepter les limites telles qu'elles ont été définies par la Convention de Barcelone.

20. Enfin, les participants ont conclu que le conflit d'intérêts était le vrai problème de la GIZC. Ce qui fait de la GIZC ce qu'elle est, ce sont les relations entre les hommes. De ce fait, les mécanismes de concertation doivent être considérés comme un de ses éléments-clés. La

stratégie devrait donc viser à identifier les priorités et préciser ce que doit être fait dans un délai de 5 à 7 ans pour montrer que nos discussions actuelles n'étaient pas inutiles.

Stratégie GIZC: objectifs, structure, contenu

21. En introduction à la discussion sur la structure et le contenu de la stratégie, M. Philippe MacClenahan, consultant PAP, a résumé les présentations et les discussions de la première journée pour mettre en relief certains mots-clés qui pourraient servir de point de départ pour la définition des objectifs stratégiques. Par ailleurs, il a expliqué ce que c'est qu'une stratégie et quelles sont les principales étapes à suivre pour sa formulation, en soulignant l'importance d'une vision partagée et de la définition des limites de la stratégie, de l'identification des priorités, de la définition des objectifs stratégiques et opérationnels, de l'identification des actions à entreprendre pour atteindre ces objectifs. Sa présentation est reproduite en annexe IV.

22. Dans la discussion qui a suivi, les participants ont fait les recommandations suivantes:

- Les principaux obstacles à la GIZC sont ceux qui existent entre les différents acteurs. Pour la stratégie, il s'agit donc de formaliser les relations (verticales, horizontales, etc.) entre ces acteurs.
- La stratégie devrait aider à généraliser la GIZC dans les zones côtières méditerranéennes et augmenter le niveau d'activité.
- Il est nécessaire de profiter au maximum de ce qui a déjà été fait, c'est-à-dire améliorer l'information, la communication et la divulgation des résultats. Pour ce faire, il convient d'utiliser les services du nouveau Centre de Palerme. Aussi, il faut tenir compte du fait que la communication à l'intérieur des pays est encore plus importante que celle entre les Parties contractantes.
- Il est crucial d'envisager le suivi de la mise en œuvre de la GIZC. Dans ce contexte, il convient d'utiliser des indicateurs, tels que les indicateurs de performance environnementale.
- Des objectifs spécifiques en relation avec la planification et l'impact du tourisme devraient être définis.
- Des activités très pratiques et concrètes devraient être envisagées pour s'assurer que les textes existants sont appliqués (par exemple, former les policiers, etc.).
- Il faudrait voir comment utiliser l'évaluation du coût de la dégradation environnementale et l'économie environnementale, et élaborer des directives pour leur application.

23. Au cours de la session suivante, M. MacClenahan a présenté une première liste des objectifs stratégiques possibles, établie sur la base de ce qui avait été discuté pendant l'atelier. Cette présentation a suscité une autre discussion sur l'identification des véritables objectifs stratégiques, de ceux qui sont plus opérationnels ou même des actions, et ceux qui peuvent être considérés comme principes. Des suggestions ont été faites en vue d'améliorer la formulation des objectifs proposés et d'introduire de nouveaux.

24. La dernière journée de l'atelier a commencé avec la présentation, par M. MacClenahan, de la liste révisée des objectifs stratégiques. A la fin de la discussion de cette liste révisée il a été conclu que les objectifs stratégiques seraient groupés suivant les questions qu'ils abordent. Les groupes suivants ont été retenus:

Catalyser

- Promouvoir le CAR/PAP comme le Centre le plus indiqué pour catalyser les activités liées à la mise en œuvre du processus de gestion durable du littoral par les Parties contractantes.
- Contribuer au renforcement des activités de gestion côtière et à un changement radical du niveau d'activité.

- Assurer la complémentarité et la synergie des initiatives de GIZC au niveau de la Méditerranée.
- Aider à assurer un financement pérenne de la GIZC.

Développer

- Encourager les Parties contractantes à définir leurs priorités en relation avec les zones côtières, et ce sur la base de l'analyse des risques.
- Promouvoir l'application des approches de GIZC au niveau d'écorégions.
- Continuer à identifier et aborder les priorités thématiques émergentes dans la gestion intégrée du littoral.
- Continuer à développer la méthodologie et les bonnes pratiques de gestion intégrée du littoral, adaptées à la Méditerranée.

Communiquer

- Appuyer et faciliter les mécanismes et les voies de communication entre les Parties contractantes.
- Capitaliser les connaissances disponibles, aider les Parties contractantes à améliorer leurs connaissances et l'accès à l'information.

Mettre en œuvre

- Développer les capacités des Parties contractantes pour l'application des lois existantes et du protocole GIZC.
- Travailler au niveau local, en se basant sur les projets PAC et en les améliorant.

25. Afin d'entamer la définition de la structure de la stratégie, M. MacClenahan a présenté quatre exemples de stratégies de gestion côtière: PAC Liban, Forum écossais, Victoria State en Australie et Whangarei State en Nouvelle-Zélande. Après un débat sur ce qui serait le plus approprié à la Méditerranée, la structure suivante a été proposée:

- a) Introduction (qu'est-ce que la stratégie, qui l'a commandée, etc.)
- b) Vision (aussi irréaliste que l'on veut, souligner l'arôme spécifique de la Méditerranée)
- c) Enjeux (que risque-t-on si le statu quo est maintenu, justification de la stratégie)
- d) Principes
- e) Objectifs
- f) Opérationnalisation des objectifs (activités et qui les réalisera, échéancier, questions techniques)

26. Plusieurs autres questions ont été discutées, telles que le coût de la mise en œuvre de la stratégie et les ressources à mobiliser par les Parties contractantes pour répondre à leurs priorités. Il a été suggéré d'introduire dans les objectifs la nécessité de financements locaux et nationaux, de montrer aux pays que la gestion intégrée du littoral est rentable et de montrer qu'il existe déjà des instruments économiques qui peuvent être promus dans son cadre.

27. Enfin, M. Trumbic a présenté le calendrier de formulation de la stratégie et de sa présentation aux prochaines réunions des points focaux du PAP en mai, des points focaux du PAM en septembre et des Parties contractantes en novembre cette année.

Clôture de la réunion

28. M. Trumbic a remercié les participants pour leur contribution aux délibérations de la réunion qu'il considère comme un excellent brainstorming. Il s'est félicité du résultat de la réunion et a remercié le personnel du PAP et les interprètes pour leur effort pendant la préparation et le déroulement de la réunion.

29. Il a déclaré la réunion close le 19 mars 2005 à 13h00.

ANNEXE I

Liste des participants

Experts invités

M. Fadhel BACCAR
Agence Nationale d'Aménagement du Littoral
(APAL)
2, rue Mohamed Rashid Rida - Belvédère
BP 280
2045 Tunis
Tunis

Tel: + 216-71-840177
Fax: + 216-71-848660
Mobile: + 216 98 200890
E-mail: f.baccar@apal.nat.tn

Mr. Mohamed BORHAN
Director General
Coastal Zone Management Department
Egyptian Environmental Affairs Agency
(EEAA)
30 Misr-Helwan El-Zyrae Road
P.O. Box 955
Maadi, Cairo
Egypt

Tel: +202-5256483
Fax: +202-5256494
E-mail: noscp@link.net

M. Pierre BOUGEANT
Chargé de mission Méditerranée
Conservatoire du Littoral
36, Quai d'Austerlitz
75013 Paris
France

Tel: + 33-1-44068900
Fax: + 33-1-45836085
E-mail: p.bougeant@conservatoire-du-littoral.fr

Mr. Mitja BRICELJ
Adviser to the Government
Director Water Department
Nature Protection Authority
Ministry for Environment and Physical
Planning
Dunajska 48
SI-1000 Ljubljana
Slovenia

Tel: +386-1-4787384
Fax: +386-1-4787420
E-mail: mitja.bricelj@gov.si

Ms. Joanna CONSTANTINIDOU
Environment Service
Ministry of Agriculture, Natural Resources
and Environment
Tagmatarhou Pouliou 17, Ayios Andreas
1411 Nicosia
Cyprus

Tel: + 357-22-303859
Fax: + 357-22-774945
E-mail: constantinidou@environment.moa.gov.cy

M. Jacques DENIS
Ingénieur - Environnement Côtier
Programme "gestion intégrée des zones
côtières"
IFREMER
Centre de Méditerranée
B.P. 330
83507 La Seyne-sur-Mer Cedex
France

Tel: + 33-04-94-304820
Fax: + 33-04-94-304417
E-mail: jacques.denis@ifremer.fr

Mr. Paolo GUGLIELMI
Head of Marine Unit
WWF Mediterranean Programme Office
Via Po, 25/c
00198 Rome
Italy

Tel: + 39-06-84497358
Fax: + 39-06-8413866
E-mail: pguglielmi@wwfmedpo.org
<http://www.panda.org/mediterranean>

Mr. Ljubomir JEFTIĆ
Nova Ves 81
10000 Zagreb
Croatia

Tel: + 385-1-4667662
E-mail: ljubomir.jeftic@zg.htnet.hr

Ms. Nevia KRUŽIĆ
Marine and Coastal Protection Unit
Ministry of Environmental Protection,
Physical Planning and Construction
Uzarska 2/I
51000 Rijeka
Croatia

Tel: + 385-51-213499
Fax: + 385-51-214324
E-mail: nevia.kruzic@mzopu.hr

Mr. Phillipe MacCLENAHAN
Synergies Environnement
11, rue Emmanuel Barthélémy
13600 La Ciotat
France

Tel/Fax: + 33-4-42717620
GSM: + 33 666 254471
E-mail: pmacclenahan@libertysurf.fr

Ms. Margita MASTROVIĆ
J.P. Kamova 84
51000 Rijeka
Croatia

Tel: + 385-51-216287
E-mail: margita.mastrovic@mzopu.hr

Mr. Arsen PAVASOVIĆ
Rendićeva 24
21 000 Split
Croatia

Tel: + 385 21 385674
E-mail: arsen.pavasovic@ppa.htnet.hr

M. Larbi SBAÏ
Ministère de la Pêche Maritime
Nouveau quartier administratif
Haut-Agdal, Rabat
Maroc

Tel: + 212-37-688260
Fax: + 212-37-688183
GSM: + 212 61 895656
E-mail: sbai@mpm.gov.ma

Mr. Brian SHIPMAN
Avallenek
Gulval Cross
Penzance
Cornwall, TR18 3BN
United Kingdom

Tel: + 44-1-872322608
Fax: + 44-1-872323808
E-mail: brian@gulvalx.demon.co.uk

PNUE/PAM et CAR

M^{me} Elisabeth COUDERT
Chargée de mission Prospective et
Territoires
Plan Bleu - Centre d'Activités Régionales
15 rue Ludwig Beethoven - Sophia-Antipolis
06560 Valbonne
France

Tel: + 33 4 92 38 71 30
Fax: + 33 4 92 38 71 31
E-mail: ecoudert@planbleu.org
<http://www.planbleu.org>

Mr. Ivica TRUMBIĆ
Director
PAP/RAC
Kraj Sv. Ivana 11
21000 Split
Croatia

Tel: + 385 21 340471
Fax: + 385 21 340490
E-mail: ivica.trumbic@ppa.htnet.hr
<http://www.pap-thecoastcentre.org>

Mr. Marko PREM
Deputy Director
PAP/RAC
Kraj Sv. Ivana 11
21000 Split
Croatia

Tel: + 385 21 340475
Fax: + 385 21 340490
E-mail: marko.prem@ppa.htnet.hr
<http://www.pap-thecoastcentre.org>

Ms. Željka ŠKARIČIĆ
Project Officer
PAP/RAC
Kraj Sv. Ivana 11
21000 Split
Croatia

Tel: + 385 21 340476
Fax: + 385 21 340490
E-mail: zeljka.skaricic@ppa.htnet.hr
<http://www.pap-thecoastcentre.org>

ANNEXE II

Ordre du jour

Jeudi, le 17 mars 2005

- 9h00 - 9h30 Ouverture de la réunion.
Allocutions de bienvenue et introduction.
Adoption de l'ordre du jour.
- 9h30 - 10h30 Introduction: Qu'est-ce que la stratégie GIZC? (Trumbic).

Rapport sur l'environnement et le développement en Méditerranée (CAR/PB, 2004) - Chapitre relatif aux zones côtières (Coudert).
- 11h00 - 12h00 Présentation de la "dimension stratégique" des plus importants documents traitant des zones côtières:

Livre blanc sur la GIZC en Méditerranée et projet de protocole GIZC (Skaricic);
PAM - Phase II de 1995 et Projets PAC: recommandations pour leur amélioration (Prem);
Recommandations de la CMDD relatives aux zones côtières (Prem).
- 12h00 - 13h00 Discussion.
- 15h30 - 16h30 Présentation de la "dimension stratégique" (suite):

Recommandations de l'UE relatives à la GIZC (Bricelj);
Stratégie marine de l'UE (Shipman);
Stratégie méditerranéenne de développement durable (SMDD) - "Zones côtières" comme une des ses composantes (Prem).
- 16h30 - 17h30 Discussion générale sur la structure et le contenu de la stratégie.

Vendredi, le 18 mars 2005

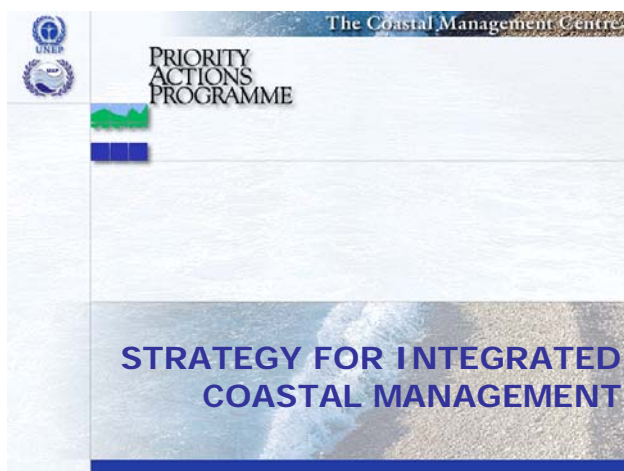
- 9h00 - 10h30 Stratégie GIZC: objectifs, structure, contenu (MacClenahan).

Discussion.
- 11h00 - 13h00 Discussion (suite).
- 15h00 - 17h00 Définition des objectifs stratégiques de la stratégie.

Samedi, le 19 mars 2005

9h00 - 11h00	Présentation des objectifs stratégiques proposés (MacClenahan). Discussion
11h30 - 13h00	Structure de la stratégie. Activités futures relatives à l'élaboration et la mise en œuvre de la stratégie GIZC.
13h00	Clôture de la réunion.

ANNEXE III



PRIORITY ACTIONS PROGRAMME The Coastal Management Centre

WHY COASTAL AREAS COUNT

- Coastal population grew from 85 million (1980) to 124 million (2000) - 46% increase
- 65% of coastline is urbanised; number of coastal settlements with more than 10,000 inhabitants doubled from 1950 to 1995
- 33% of the world international tourism; 170 million international arrivals in mid 1990s
- The coast and the sea are fundamental for the food security
- Fragile ecosystems, many rare and endemic species, most of them endangered, some disappearing

PRIORITY ACTIONS PROGRAMME The Coastal Management Centre

PERSISTENT AND UNSUSTAINABLE

desire to get as close to the coastline as possible

incompatibility of various land uses

removal of the right to free access to the coast

conflict between the long-term conservation of resources and short-term economic profits

inadequate provision of "environmental" services

PRIORITY ACTIONS PROGRAMME The Coastal Management Centre

PROMOTION OF INTEGRATED COASTAL AREA MANAGEMENT IN THE MEDITERRANEAN

- MCSD/CP Recommendations on ICAM (1997)
- White Paper on Coastal Management in the Mediterranean
- Coastal Area Management Programme
- Guidelines, capacity building, tools, instruments, awareness raising, information exchange

PRIORITY ACTIONS PROGRAMME The Coastal Management Centre

BARRIERS TO EFFECTIVE IMPLEMENTATION OF ICAM

- Bureaucratic inertia
- Opposition to changes
- Opposition from multiple private economic interests
- Lack of adequate political will to start the ICAM process
- Lack of minimal financial resources to run the process
- Complexity of the legislative issues in defining the coastal zone



PRIORITY ACTIONS PROGRAMME The Coastal Management Centre

SOME RESULTS

- National efforts towards legislation on coastal areas: Egypt, Tunisia, France, Spain, Italy, Croatia, Greece, Israel
- Improved institutions for ICAM: Conservatoire de littoral, APAL, ISMAL, Office for the Adriatic
- Better monitoring: indicators for sustainable development, national observatories, coastal observatories
- MCSD: involvement of civil society, ICAM a priority
- Establishment of protected areas
- Improved funding: METAP, EU/MEDA/SMAP, GEF
- Sub-regional initiatives: Northern Adriatic, Adriatic-Ionian Initiative, RAMOGE
- Coastal projects: MAP, METAP, EU, national initiatives

PRIORITY ACTIONS PROGRAMME

The Coastal Management Centre





MAJOR BREAKTHROUGH

- Protocol on Integrated Coastal Management
- Strategy for ICAM

PRIORITY ACTIONS PROGRAMME

The Coastal Management Centre





WHAT STRATEGY?

- Strategy of MAP, i.e. the strategy that MAP is responsible for, a **"business" strategy**
- Strategy of the Contracting Parties, i.e. the strategy that the Contracting Parties are responsible for and MAP could assist them, a **"political" strategy**
- A co-ordinated strategy of the MAP and Contracting Parties and, eventually, other partners as well or
- Coastal strategy or strategy for ICAM?

PRIORITY ACTIONS PROGRAMME

The Coastal Management Centre





MILESTONES: FROM ENVIRONMENTAL MANAGEMENT TO INTEGRATED MANAGEMENT

- The introduction in MAP of integrated approach to resource management in mid eighties, as elaborated by the, then, Executive Director of UNEP Dr. Mostafa Tolba.
- The decision, in the second half of the eighties, to concentrate MAP activities on the Mediterranean coastal areas and develop integrated coastal area management (ICAM) as an "umbrella" activity under which all other activities will be integrated.

PRIORITY ACTIONS PROGRAMME

The Coastal Management Centre



- The start of the MAP Coastal Area Management Programme (CAMP) in 1989 which was an instrument of integration of all MAP components and of the activities themselves.
- The Meeting of Contracting Parties in Barcelona, in mid nineties, when Barcelona Convention was revised, coastal areas introduced in its title and text, MAP Phase II adopted, and when interest for coastal areas became pronounced.

PRIORITY ACTIONS PROGRAMME

The Coastal Management Centre



- The establishment of MCSD in mid nineties and its setting of sustainable coastal management as one of the priority fields of action, resulting in a set of recommendations adopted by the Contracting Parties.
- Marked emphasis, in late nineties, on activities aimed at sustainable development of the Mediterranean coastal areas, when MAP has tried to achieve the integration of its expertise (guidelines, ICAM assessment, White Paper, indicators, prospective analysis, monitoring, etc.), operational activities in CAMP projects, and partners' engagement.

PRIORITY ACTIONS PROGRAMME


The Coastal Management Centre



OTHER INITIATIVES

- EU: Demonstration Programme, Strategy, Recommendations, SMAP
- METAP
- National initiatives
- Sub-regional initiatives


PRIORITY ACTIONS PROGRAMME The Coastal Management Centre



ICAM STRATEGY: AIMS

- introduce strategic thinking into MAP ICAM operations and help develop effective sectoral strategies;
- clarify future direction in the field of ICAM and CAMP;
- establish priorities in ICAM activities and CAMP geographical and thematic areas;
- help that today's decisions are in line with their future consequences;
- improve MAP and its components' performance in the field of ICAM and CAMP;
- provide mechanism to adapt to changing circumstances in the coastal areas of the region and to provide quickly the right answers; and
- build adequate expertise for ICAM.


PRIORITY ACTIONS PROGRAMME The Coastal Management Centre



CHARACTER OF THE STRATEGY

- Issue/problem driven (urbanisation, pollution, population growth, tourism, biodiversity, industry)
- Emphasis on implementation/change of the "system" (institutional, legislation/enforcement, capacity building, governance, partnerships, economic forces)
- Levels of MAP intervention (regional, national, local, all)


PRIORITY ACTIONS PROGRAMME The Coastal Management Centre



ICAM STRATEGY: PREREQUISITES

- The general status of the UNEP's Regional Seas Programme and its future strategy;
- The general orientation of MAP with regards to coastal areas management;
- The willingness of the Contracting Parties to give priority to coastal issues;
- Future development of regional legislation on integrated coastal management;
- Assessment of the opportunities for integrated coastal area management in the region; i.e. how integration is real in coastal management.


PRIORITY ACTIONS PROGRAMME The Coastal Management Centre



ICAM STRATEGY: BASIC GUIDELINES

- The MAP Strategy for ICAM will consist of sets of concrete actions for each general priority area.
- Strategy should build as much as possible on existing instruments programmes and resources, rather than creating new ones. It should aim to improve their use through better co-ordination, and through ensuring that they are flexible and appropriate for coastal areas.
- Approach to the Strategy could be complemented by certain new activities, particularly with regard to the development of best practice and information diffusion.
- Strategy is expected to improve the implementation of a wide range of MAP recommendations in coastal areas.


PRIORITY ACTIONS PROGRAMME The Coastal Management Centre



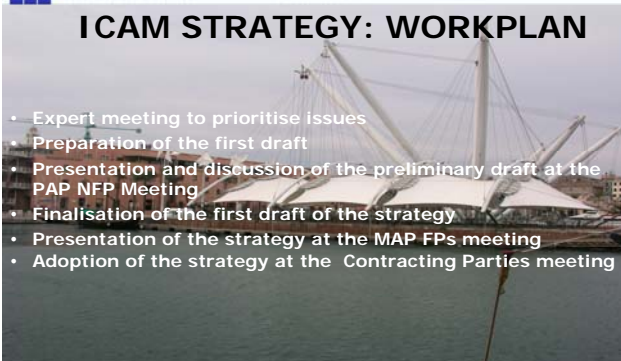
ICAM STRATEGY: OUTLINE

- Introduction
- Vision
- State of coastal areas: main issues and problems
- Governance and institutional issues
- Strategic goals
- Strategic actions
- Strategy updating and monitoring of implementation

PRIORITY ACTIONS PROGRAMME The Coastal Management Centre



ICAM STRATEGY: WORKPLAN



- Expert meeting to prioritise issues
- Preparation of the first draft
- Presentation and discussion of the preliminary draft at the PAP NFP Meeting
- Finalisation of the first draft of the strategy
- Presentation of the strategy at the MAP FPs meeting
- Adoption of the strategy at the Contracting Parties meeting

Rapport Environnement et Développement en Méditerranée

Partie 2 : Le littoral

Elisabeth Coudert
Plan Bleu
pour l'environnement et le développement en Méditerranée
Split – Mars 2005

Mars 2005 - 1

Cadre Logique du Rapport

Partie 1 Dynamiques et spécificités méditerranéennes

↓

Scénario tendanciel de base à 2025

Partie 2 Problématiques de développement durable

Eau	Impacts	↓ Infériorisation	Villes
Énergie			
Transport			

2000 2025

Espace rural Littoral & tourisme

Partie 3 Invitation à l'action

Mars 2005 - 2

Un cadre méditerranéen à plusieurs dimensions

Les pays riverains:

- 7% de la population mondiale (427 millions d'habitants)
- 13% du PIB mondial (en baisse : 13,8% en 1990)
- 3% des ressources en eau
- 5% de la production de gaz
- 30% du trafic maritime fret
- 30% des flux du tourisme international

Mars 2005 - 3

1/ Spécificités du littoral méditerranéen

- 46 000 km de côte dont 54% de côtes rocheuses et 46% de côtes d'accumulation
- De nombreuses îles (dont 162 de plus de 10 km²) totalisant 19 000 km de côte (42% du total)
- 234 régions côtières (niveau NUTS3) représentant 12% de la superficie et 33% (143 millions d'habitants) de la population des pays

Mars 2005 - 4

1/ Spécificités du littoral méditerranéen

- Des écosystèmes littoraux d'une valeur inestimable : lagunes, deltas, zones humides, dunes, cordons littoraux
- Biodiversité marine (7% des espèces connues) concentrées sur l'espace infra-littoral

Bathymétrie (m)
0
200
1000
2000

▲ Lagunes, deltas, zones humides
● Dunes, cordons littoraux
■ Ensemble lagunaire et duinaire littoral

Mars 2005 - 5

1/ Spécificités du littoral méditerranéen

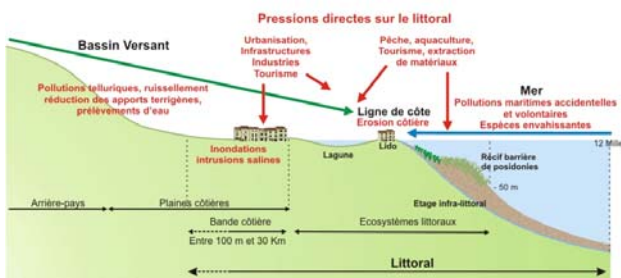
- Un haut lieu du patrimoine culturel

Sites historiques d'intérêt commun méditerranéen

Source : Plan Bleu

1/ Spécificités du littoral méditerranéen

□ Un espace soumis à une convergence de pressions



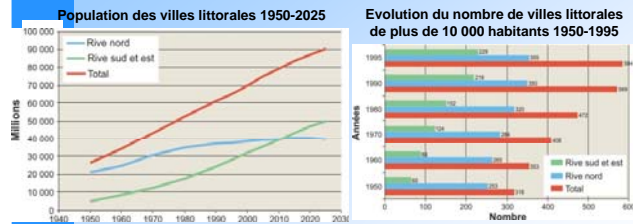
Le littoral : l'ensemble des espaces et territoires relevant d'une forte interaction terre/mer du point de vue à la fois physique, économique et social.

Les délimitations officielles du littoral dans les pays riverains font souvent défaut ou sont imprécises, d'où un manque de données territorialisées.

Mars 2005 - 7

2/ Les tendances lourdes

□ La croissance de la population et de l'urbanisation



Urbanisation dans la bande côtière en 1995 et 2025

Pays	Linéaire côtier méditerranéen (km)	Superficie bande côtière 0-10 km (km²)	Superficie cumulée des villes littorales (km²)		Rapport entre superficie cumulée des villes littorales et superficie de la bande côtière (%)	
			1995	2025	1995	2025
Espagne	2 280	25 800	14 182	18 888	25 %	73 %
France	1 703	17 030	4 042	5 738	24 %	34 %
Italie	7 375	73 750	28 320	33 366	38 %	45 %
Grèce	15 021	150 210	3 041	4 072	2 %	3 %
Liban	225	2 250	1 287	2 236	57 %	102 %
Égypte	955	9 550	3 116	7 468	33 %	78 %

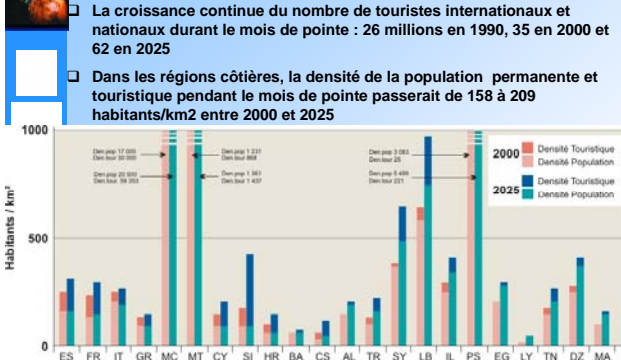
Source : Géopolis 98 Attané & Courbage, Plan Bleu 2001

Mars 2005 - 8

2/ Les tendances lourdes

□ La croissance continue du nombre de touristes internationaux et nationaux durant le mois de pointe : 26 millions en 1990, 35 en 2000 et 62 en 2025

□ Dans les régions côtières, la densité de la population permanente et touristique pendant le mois de pointe passerait de 158 à 209 habitants/km2 entre 2000 et 2025

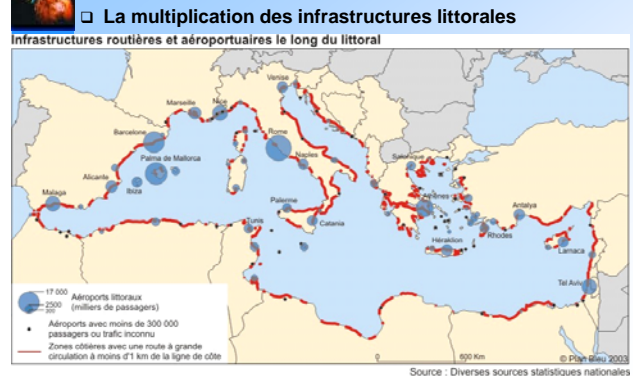


Les régions côtières accueilleraient 137 millions de touristes internationaux et nationaux supplémentaires en 2025 par rapport à 2000.

Mars 2005 - 9

2/ Les tendances lourdes

□ La multiplication des infrastructures littorales

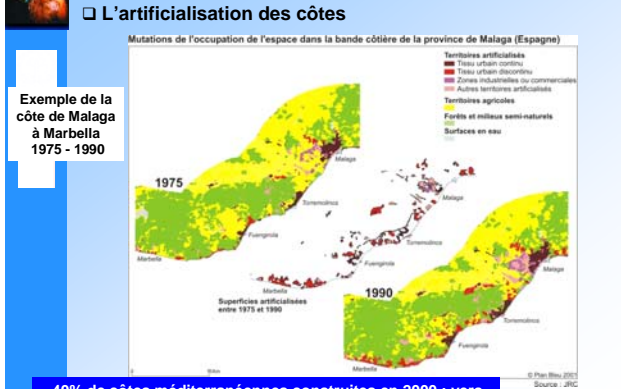


Exemple de l'aéroport de Palma : 7 millions de voyageurs en 1980, 11 millions en 1990, 19 millions en 2000

Mars 2005 - 10

2/ Les tendances lourdes

□ L'artificialisation des côtes



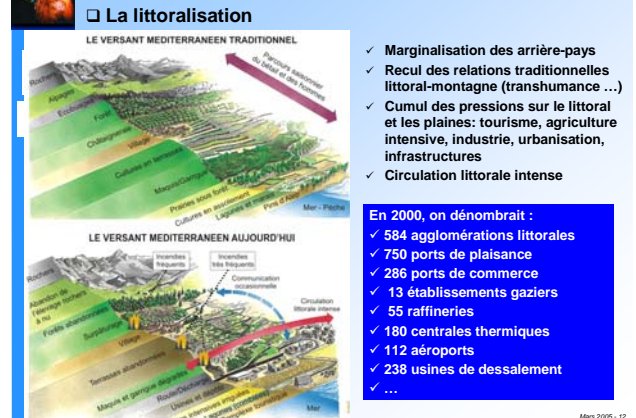
Exemple de la côte de Malaga à Marbella 1975 - 1990

≈ 40% de côtes méditerranéennes construites en 2000 : vers un bétonnage général des côtes méditerranéennes ?

Mars 2005 - 11

2/ Les tendances lourdes

□ La littoralisation



- ✓ Marginalisation des arrière-pays
- ✓ Recul des relations traditionnelles littoral-montagne (transhumance ...)
- ✓ Cumul des pressions sur le littoral et les plaines: tourisme, agriculture intensive, industrie, urbanisation, infrastructures
- ✓ Circulation littorale intense

En 2000, on dénombrait :


- ✓ 584 agglomérations littorales
- ✓ 750 ports de plaisance
- ✓ 286 ports de commerce
- ✓ 13 établissements gaziers
- ✓ 55 raffineries
- ✓ 180 centrales thermiques
- ✓ 112 aéroports
- ✓ 238 usines de dessalement
- ✓ ...

Mars 2005 - 12

3/ Des évolutions non durables

La pollution des eaux côtières

101 sites critiques côtiers pour la pollution



En 1999, les 101 sites critiques côtiers rassemblaient 35 millions d'habitants dont la moitié dans 11 villes littorales de plus de 1 million d'habitants

Charge DBO : 805 000 tonnes/an dont 410 000 tonnes/an dus aux rejets industriels

Moins de la moitié des rejets liquides industriels sont traités avant rejet en mer ou en rivière

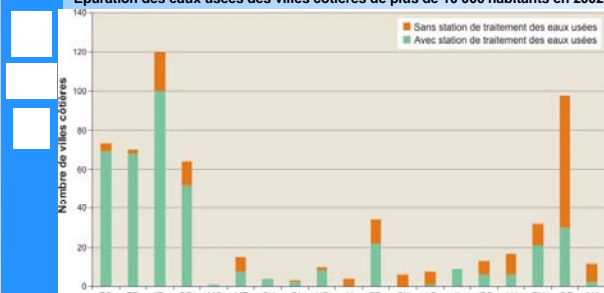
Financements nécessaires pour diviser par 2 d'ici 2010 les rejets industriels en DBO dans les 101 sites critiques : 600 millions US\$ d'investissements et un coût annuel de fonctionnement de 40 millions US\$

Source : PAMMEDPOL, J. Margat
Mars 2005 - 13

3/ Des évolutions non durables

La pollution des eaux côtières

Epurateur des eaux usées des villes côtières de plus de 100 000 habitants en 2002



Près de la moitié des villes de plus de 100 000 habitants est dépourvue de stations d'épurations


Coût d'équipement de toutes les villes de plus de 10 000 habitants d'ici 2025 : environ 10 milliards d'euros

Source : MEDPOL, 2003
Mars 2005 - 14

3/ Des évolutions non durables

L'érosion et les intrusions salines

Sites de surexploitation d'eau souterraine inventoriés dans le bassin méditerranéen



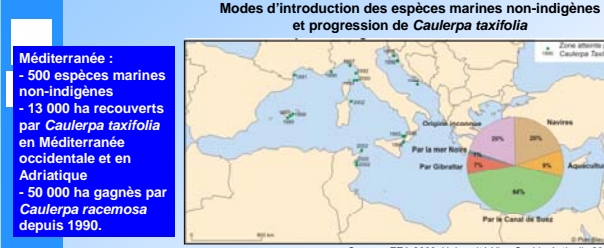
Erosion : recul du trait de côte (35% des plages en France, 40% en Italie ; diminution des apports solides à la mer de 90% durant les 50 dernières années ; extractions de sable (10 millions de m3 en Israël) ; perturbations des courants côtiers par les constructions sur la côte même

Source : RIVM RIZA 1991 ; J. Margat
Mars 2005 - 15

3/ Des évolutions non durables

La dégradation des habitats et de la biodiversité littorale

Modes d'introduction des espèces marines non-indigènes et progression de *Caulerpa taxifolia*



Méditerranée :
- 500 espèces marines non-indigènes
- 13 000 ha recouverts par *Caulerpa taxifolia* en Méditerranée occidentale et en Adriatique
- 50 000 ha gagnés par *Caulerpa racemosa* depuis 1990.

Dégradation des habitats et pertes de biodiversité :

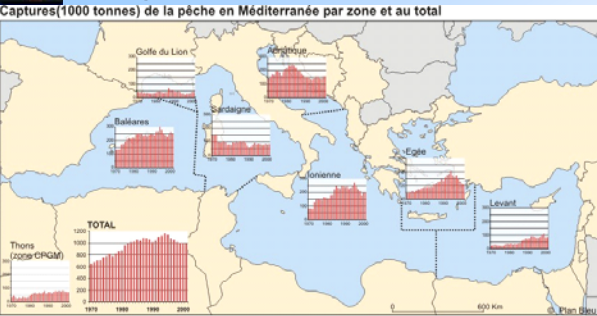
- Habitats les plus menacés : dunes, petits fonds, zones humides, certaines plages
- Régression des herbiers de posidonies dus aux aménagements littoraux (dont les ports de plaisance), la pollution, le dragage, les ancres de bateaux, le réchauffement des eaux de surface (+2° en 10 ans dans le golfe de Gênes)...
- 104 espèces en danger de disparition notamment la tortue verte, la couanne et le phoque moine

Source : EEA 2003, Université Nice-Sophia-Antipolis 2002
Mars 2005 - 16

3/ Des évolutions non durables

La dégradation des stocks halieutiques

Captures (1000 tonnes) de la pêche en Méditerranée par zone et au total



Baisse des rendements : pour certaines espèces, les taux de captures globaux par unité d'effort de pêche sont inférieurs de 60% à ce qu'ils étaient il y a 20 ans.

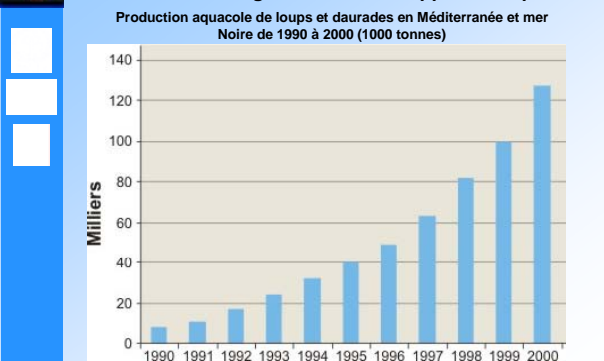
En Italie, les captures sont passées de 358 000 tonnes en 1980 à 294 000 tonnes en 2001 (-0,9% par an).

Source : FAO, Fishstat, GFCM capture production 1970-2001
Mars 2005 - 17

3/ Des évolutions non durables

La nécessaire régulation du développement aquacole

Production aquacole de loupes et daurades en Méditerranée et mer Noire de 1990 à 2000 (1000 tonnes)



De 1990 à 2001, la production totale de l'aquaculture littorale a crû au rythme de 8.3% par an.

Source : Fishstat, FAO
Mars 2005 - 18

4/ Le scénario tendanciel de base : augmentation des pressions littorales en 2025

- ❑ **Régions côtières** : + 137 M touristes internationaux et nationaux (soit un total de 312 M), densité de 209 habitants/km2 contre 158 en 2000, polarisation des transports.
- ❑ **Littoral** : + 20 millions urbains, + 226 équipements énergétiques (dont 160 centrales) + 175 usines de dessalement (à 6000m3/j) + Plusieurs dizaines ou centaines de ports de plaisance en plus des 750 existants (46 planifiés en TR et GR), + pollutions,...
- ❑ **Densité linéique/ km de côte** : 2300 (habitants + touristes) en 2000, 3330 en 2025
- ❑ **+ 5000 km de côtes construites** en 25 ans et 50% de côtes artificialisées en 2025
- ❑ **Trafic maritime : + 270%**
- ❑ **Crédibilité d'un tel scénario** (encombrement, acceptation sociale,...)

Mars 2005 - 19

4/ Le scénario tendanciel de base : les principaux risques

- ❑ Conurbations continues. Dégradation du patrimoine naturel, culturel et paysager. Evolution vers la mono-activité touristique. Disparition de l'agriculture. Perte d'identité et de résilience. Congestion.
- ❑ Croissance des coûts économiques de la dégradation environnementale
- ❑ Vulnérabilité croissante aux risques naturels (inondations, séismes, incendies ...) et de pollutions maritimes
- ❑ Risques de perte d'emplois dans plusieurs secteurs (pêche, tourisme,...)
- ❑ Fractures accrues Nord (intégration UE) / Sud
- ❑ Impacts du changement climatique

Source : Banque Mondiale

Mars 2005 - 20

5/ Pour un scénario de gestion durable

Amplifier les progrès pour répondre aux enjeux

La croissance modérée des aires protégées

La coopération méditerranéenne

- ❑ PNUE/PAM Convention de Barcelone (protocoles, plans et stratégies : pollutions telluriques et maritimes, biodiversité et espaces protégés)
- ❑ PAC, 100 sites historiques, Initiatives sous régionales (Adriatique, Ionienne, Ramogue)
- ❑ CGPM, MEDWET, CIESM, CIHEAM
- ❑ Réseaux d'ONG (Medcoast, Medcities,...), Pavillon bleu

Les pays

- ❑ 5 pays ont une loi cadre et 3 (FR, TN, DZ) une agence du littoral. Pas de définitions et de délimitations communes. Insuffisance de coordination institutionnelle, éparpillement des compétences
- ❑ POS accompagnés d'études d'impacts en BH, SL, MT, TN, IS
- ❑ Etudes de capacités d'accueil pas assez utilisées
- ❑ Absence / faiblesse des outils économiques (taxations des plus values, du tourisme...)
- ❑ Démarches décentralisées en Italie, Espagne (stratégie de la Communauté autonome de Valence)
- ❑ Mobilisations d'ONG, de professionnels (Helmea...)

Les zones littorales méditerranéennes RAMSAR et les aires protégées ASPIM

Mars 2005 - 21

5/ Pour un scénario de gestion durable du littoral

- ❑ **Faire de la Méditerranée un exemple de co-développement durable** : SMDD, évolution du Partenariat euroméditerranéen, du PAM, CGPM,.... Approches communes et différenciées. Appui aux PSEM (stations d'épuration à technologies simples, protection de la biodiversité, renforcement des capacités...)
- ❑ **Réussir le découplage** entre le développement économique et les pressions sur l'environnement : eau (54 km3 économisés en 2025 sur le tendanciel), énergie (construction de 80 centrales thermiques évitée), déchets (28M de tonnes en moins dans les villes côtières par réduction à la source), sols (réduire de moitié la perte annoncée de terres agricoles).

Exemple de découplage agriculture/eau (Tunisie)

Mars 2005 - 22

5/ Pour un scénario de gestion durable du littoral

- ❑ **Revitaliser les arrière-pays et délester le littoral** d'une partie des pressions. Report d'1/3 de la croissance annoncée des flux touristiques.
- ❑ **Se fixer des objectifs communs et différenciés** (selon les situations des pays) pour le littoral. Ex : 4000 km de côtes en plus en conservation et/ou gestion durable d'ici 2025, coupures agricoles et forestières, restauration zones dégradées, intégration des risques dans l'aménagement et le développement, suppression des pollutions opérationnelles, création de 30 ASPIM en 2012.
- ❑ **Délimitation du littoral**, obligation de suivi des évolutions socio-économiques et environnementales, observatoires et prospective territoriale (choix d'indicateurs)
- ❑ **Renforcer les politiques littorales** : protocole méditerranéen (2007), lois (2012), juridictions spécialisées, agences, mécanismes économiques et fonciers, schémas directeurs, cadastres, opérations de GIZC plus efficaces (thèmes prioritaires, mobilisation des acteurs locaux et bailleurs)... plans risques
- ❑ **Régulation du tourisme**: capacités d'accueil, taxations, agendas 21 dans les destinations, partenariats publics/privés/communautés locales
- ❑ **Nouvelle génération d'espaces protégés**
- ❑ ...

Mars 2005 - 23

5/ Pour un scénario de gestion durable du littoral

- ❑ **Développement durable = développement basé sur la connaissance** :
 - ✓ Analyse des tendances
 - ✓ Etudes prospectives
- ❑ **Suivi des progrès et diffusion de l'information** :
 - ✓ Analyse des succès, obstacles et outils de changement
 - ✓ Échange d'expériences
 - ✓ Forums, observatoires, débats

Mars 2005 - 24

5/ Pour un scénario de gestion durable du littoral

- ❑ Travailler à plusieurs échelles
- ❑ Privilégier l'échelle locale pour faire participer les différents acteurs à la définition d'un projet de territoire intégrant les différentes logiques du développement et de l'environnement

Système touristique d'un territoire : acteurs et échelles d'intervention



Source : P. Moisset, Plan Bleu 1998

Mars 2005 - 25

En conclusion : 3 axes de travail

- ❑ Définition, délimitation, connaissance
- ❑ Législation et réglementation
- ❑ Projet de territoire littoral au niveau local

Mars 2005 - 26

Pour en savoir plus...

« www.planbleu.org »

Mars 2005 - 27


LIVRE BLANC & PROTOCOLE REGIONAL SUR LA GESTION INTEGREE DES ZONES COTIERES (GIZC)



Željka Škaričić
Administrateur de projets

Livre blanc

- Propose une vision à long terme concernant la GIZC en Méditerranée;
- Recommande un plan d'action à moyen terme;
- Insiste sur la synergie entre les actions menées à l'échelle régionale, nationale et locale;
- Recommande le PAM comme un cadre adéquat de coopération régionale.



Livre blanc


- Principes communs de GIZC ⇒ action nationale;
- Stratégie régionale ⇒ stratégies nationales;
- Cadre commun de politiques;
- Système de référence et base de données SIG;
- Indicateurs PEIR;
- Projets PAC;
- Coopération horizontale et transnationale.



Livre blanc

Encadré 5
Questions prioritaires relatives à la mise en œuvre de la politique

- Comment peut-on augmenter le niveau de conscience, de soutien et de participation du public?
- Comment peut-on renforcer les capacités de ceux qui seront probablement impliqués dans la gestion des zones côtières? Est-ce par le biais d'un programme de formation spécifique?
- Comment peut-on assurer un appui financier adéquat?
- Comment peut-on améliorer les liens institutionnels entre les différentes entités du PAM (CAR), la CMDD et les structures focales nationales respectives, en vue d'une application plus efficace de la GIZC à l'échelle nationale et locale?
- Quels mécanismes doivent être mis en place pour améliorer les relations de travail entre les entités précitées du PAM, les autorités gouvernementales, le secteur privé et la société civile?
- Comment les plans d'action nationaux générés au sein du PAS MED peuvent être mis en relation avec la mise en œuvre de la GIZC?
- Quelles mesures incitatives peuvent être mises à disposition pour mettre en œuvre la politique de GIZC?



Protocole régional sur la GIZC

- Etude détaillée des législations nationales méditerranéennes (2000);
- Recommandation de la 12^{ème} réunion des PC (Monaco, 2001);
- Etude de faisabilité (2003):
 - justifications d'un instrument juridique régional
 - options de protocole




Justifications

- Justifications environnementales
- Justifications intellectuelles
- Justifications juridiques:
 - au regard des droits nationaux
 - au regard du droit communautaire
 - au regard du droit international
 - au regard de l'application de la Convention de Barcelone



Options

- Un protocole à contenu général (ou protocole-cadre);
- Un protocole à contenu détaillé (ou protocole complet);
- Un protocole intermédiaire.



Forum de Cagliari

- Recommandation de la 13^{ème} réunion des PC (Catane, 2003);
- Forum organisé à Cagliari (Sardaigne) en mai 2004;
- 197 participants:
 - ministères
 - autorités régionales et locales
 - organisations internationales
 - communauté scientifique
 - ONG
 - associations professionnelles



Justification de l'option retenue (protocole intermédiaire)

- Une véritable plus value;
- Un cadre juridique sérieux;
- Un nouveau moteur pour le développement durable;
- Un exemple unique d'intégration océans-zones côtières;
- Un renforcement et un encouragement pour les initiatives nationales.



Objet du protocole

Le protocole a pour objet d'établir un cadre commun pour la gestion intégrée des zones côtières de la Méditerranée et de renforcer la coopération régionale à cette fin.



Structure du protocole (1)

- PREAMBULE
- PARTIE 1: DISPOSITIONS GENERALES
- PARTIE 2: PRINCIPES ET ELEMENTS DE LA GIZC
 - Principes et objectifs de la GIZC
 - Coordination institutionnelle
 - Modalités de protection et d'utilisation de la zone côtière
 - Exercice des activités économiques
 - Ecosystèmes particuliers
 - Erosion côtière
 - Patrimoine culturel
 - Participation
 - Sensibilisation, éducation, formation et recherche



Structure du protocole (2)

- PARTIE 3: INSTRUMENTS DE LA GIZC
 - Observatoires, inventaires et réseaux
 - Stratégie régionale méditerranéenne de GIZC
 - Stratégies nationales, plans et programmes
 - Evaluations environnementales
 - Politique foncière
 - Instruments économiques et financiers
- PARTIE 4: COOPERATION INTERNATIONALE
 - Formation et recherche
 - Assistance scientifique et technique
 - Echange d'informations et projets de démonstration
 - Catastrophes naturelles
 - Coopération transfrontière
 - Etudes d'impact transfrontières




Structure du protocole (3)

- PARTIE 5: DISPOSITIONS INSTITUTIONNELLES
 - Points focaux
 - Rapports et suivi
 - Arrangements institutionnels
 - Réunions des Parties
- PARTIE 6: DISPOSITIONS FINALES
 - Relations avec la Convention et rapports avec les Tiers
 - Clauses finales



PRIORITY ACTIONS PROGRAMME

The Coastal Management Centre



MAP Phase II Action Plan (1995)

COASTAL AREA MANAGEMENT PROGRAMME

Marko PREM
Deputy Director

ICAM and CAMP Strategy for the Mediterranean: Workshop, Split 17-19 March 2005

PRIORITY ACTIONS PROGRAMME

The Coastal Management Centre




- Mediterranean Action Plan (MAP) 1975
- Barcelona Convention 1976/1995 (revised)
- MAP Phase II Action Plan 1995



ICAM and CAMP Strategy for the Mediterranean: Workshop, Split 17-19 March 2005

PRIORITY ACTIONS PROGRAMME

The Coastal Management Centre



MAP Phase II Action Plan (1995)

Based on 20 years of experience
Management of coastal areas as a priority

Components:

I. SD in the Mediterranean

1. Integrating environment and development
 - 1.1 Economic activities and the environment (agriculture, industry, energy, tourism)
 - 1.2 Urban management and the environment (pressures, quality of life)
 - 1.3 Sustainable management of natural resources (water, soil, living marine resources, forest)

ICAM and CAMP Strategy for the Mediterranean: Workshop, Split 17-19 March 2005

PRIORITY ACTIONS PROGRAMME

The Coastal Management Centre



MAP Phase II cont.

- 1.4 Integrated coastal area management
- 1.5 Elements for a Mediterranean Strategy for SD
- 1.6 National and local capacity building
2. Conservation of nature, landscape and sites
3. Assessment, prevention and elimination of marine pollution
4. Information and participation (information campaigns, educational programmes, exchange of information, reports)

II. Strengthening of the legal framework

III. Institutional and financial arrangements

ICAM and CAMP Strategy for the Mediterranean: Workshop, Split 17-19 March 2005

PRIORITY ACTIONS PROGRAMME

The Coastal Management Centre



MAP Phase II cont.

1.4 Integrated coastal area management

Objectives:

- preservation of the biological diversity of coastal ecosystems
- coastal planning to resolve competition over land/sea use
- control of human pressures on and use of coastal resources
- achieve balance between environmental, economic and social components of the environment

ICAM and CAMP Strategy for the Mediterranean: Workshop, Split 17-19 March 2005

PRIORITY ACTIONS PROGRAMME

The Coastal Management Centre



MAP Phase II cont.

1.4 Integrated coastal area management

Objectives (cont.):

- prevention and elimination of pollution from LBS
- participation of general public
- development of institutional capacity and human resources

ICAM should become a standard approach (legislation, tools, methodologies, training, co-operation with international institutions)

CAMP - priority activity of MAP

ICAM and CAMP Strategy for the Mediterranean: Workshop, Split 17-19 March 2005

PRIORITY ACTIONS PROGRAMME The Coastal Management Centre

CAMP Projects

- One of the main programmes of MAP
- Promoting SD and ICAM
- Co-operating with & assisting countries:
 - to solve priority CM related problems
 - to introduce ICAM and tools
- Implementation: national teams and international experts - RACs
- Co-ordinated by PAP/RAC



ICAM and CAMP Strategy for the Mediterranean: Workshop, Split 17-19 March 2005

PRIORITY ACTIONS PROGRAMME The Coastal Management Centre

Objectives of CAMP Projects

- to implement MAP legal instruments
- to develop relevant implementation instruments and procedures for SD in project areas
- to identify and apply the relevant methodologies and tools
- to contribute to capacity building at local, national and regional levels
- to secure a wider use of the results achieved

ICAM and CAMP Strategy for the Mediterranean: Workshop, Split 17-19 March 2005

PRIORITY ACTIONS PROGRAMME The Coastal Management Centre

Implemented CAMP projects



ICAM and CAMP Strategy for the Mediterranean: Workshop, Split 17-19 March 2005

PRIORITY ACTIONS PROGRAMME The Coastal Management Centre

Recommendations for the improvement of implementation of CAMPs (Malta, 2002)

Governance

- Regional ICZM legal framework
- Establish appropriate mechanisms for effective implementation of ICZM (national authorities)
- Establish national ICZM co-ordination mechanisms (including private sector and civil society involvement)
- Encourage participation of local authorities

Participatory Approach

- Stakeholder participation (participation techniques, in all project phases)

ICAM and CAMP Strategy for the Mediterranean: Workshop, Split 17-19 March 2005

PRIORITY ACTIONS PROGRAMME The Coastal Management Centre

Recommendations cont.

Monitoring and Evaluation Indicators

- Develop indicators, monitoring and external review systems (pre, during and post project phases)
- Analyse risks, assumptions and critical external factors to increase flexibility and accountability of project implementation

Synergy & Co-operation

- Identify priority ICZM issues (regional focus, synergy among regional initiatives)
- Build partnership between international donors

Financing & co-financing

- Encourage co-financing of projects from host Governments and local sources (national commitment).

ICAM and CAMP Strategy for the Mediterranean: Workshop, Split 17-19 March 2005

PRIORITY ACTIONS PROGRAMME The Coastal Management Centre

Recommendations cont.

Public, Private and NGO Partnerships

- Establish public-private & NGO partnerships, transparent procedures

Knowledge and Information Sharing

- Increase the sharing of regional and sub-regional knowledge and experience (good practices, network co-operation)
- Enhance regional networks


Programme and Project Design

- Identify key issues; establish priorities, determine relevant tools
- Quantify the economic measurement of ICZM benefits
- Develop thematic projects on key regional issues (exchange of experience)

ICAM and CAMP Strategy for the Mediterranean: Workshop, Split 17-19 March 2005

PRIORITY ACTIONS PROGRAMME

The Coastal Management Centre



RECOMMENDATIONS ON THE INTEGRATED AND SUSTAINABLE MANAGEMENT OF COASTAL ZONES


MCS D 1997

Marko PREM
Deputy Director

ICAM and CAMP Strategy for the Mediterranean: Workshop, Split, 17-19 March 2005

PRIORITY ACTIONS PROGRAMME

The Coastal Management Centre



To improve institutional mechanisms for ICAM (horizontal, vertical co-ordination, involvement of local and regional authorities)


To establish/strengthen and enforce legislative and regulatory instruments

- regional scale: guidelines for implementing appropriate national legal instruments
- national scale: legislative instruments (define coastal areas; management plans; EIA; establish regulations for development and protection)
- provisions to ensure implementation

ICAM and CAMP Strategy for the Mediterranean: Workshop, Split, 17-19 March 2005

PRIORITY ACTIONS PROGRAMME

The Coastal Management Centre



To ensure access to information (raise awareness and training, exchanges of experience, transfer of know-how)

To establish appropriate systems of incentives for ICAM (economic, financial and tax instruments)

To develop practical pilot projects (CAMP)


To increase opportunities and improve the effectiveness of active public participation

To promote national, regional and local strategies and Mediterranean partnerships

ICAM and CAMP Strategy for the Mediterranean: Workshop, Split, 17-19 March 2005

PRIORITY ACTIONS PROGRAMME

The Coastal Management Centre



The MCS D further proposes:

- setting up good practice guidelines on ICAM;
- prepare the state of the environment of coastal areas report;
- develop new forms of partnership between the public and other stakeholders;
- inviting the public to participate in the decision-making processes;
- strengthen co-operation to promote exchanges of experience

ICAM and CAMP Strategy for the Mediterranean: Workshop, Split, 17-19 March 2005

ICZM

Mitja Bricelj
Ministry for Environment and Spatial
Planning/Slovenia

ICAM Strategy, Split 17-19 March 2005

Europa/ICZM

- Communication from the Commission to the Council and EU Parliament on ICZM: Strategy for Europe (COM/2000/547) adopted 27 September, 2000
- **Coastal zones are of strategic importance:** home of citizens, source of food and raw materials, link for transport and trade, location of most valuable habitats and the favoured destination for leisure time.
- CZ are facing problems of habitat destruction, water contamination, coastal erosion and resource depletion
- conflicts between uses (aquaculture : tourism...)
- socioeconomic and cultural problems

Europa/ICZM

- Problems of the CZ have a European dimension, the response must include **action at the European level**
- EC Demo Programme on ICZM has looked at the many inter-related bio., physical and human problems facing CZ
- Their causes: lack of knowledge, inappropriate and uncoordinated laws, a failure to involve stakeholders, **lack of coordination between the relevant administrative bodies**
- There is **no simple, legislative solutions** to these complex problems

Europa/ICZM

- Response must be a flexible strategy focused on **addressing the real problems on the ground**
- The Strategy promote collaborative approach to planning and management of the CZ - governance by partnership with civil society
- The Strategy defines the EU role as one of providing leadership and guidance to support the implementation of ICZM by the Member States, at local, **regional and national levels**
- **Model for introducing SD in other parts of Europe**

EU Parliament and Council Rec. Concerning the implementation ICZM

- COM/00/545 - 8 Sept. 2000
- adopted 30 May 2002
- Communication explains how the EC will be working to promote **ICZM** through the use of Community **instruments and programmes**

EU/ICZM

- States should develop **national strategies for ICZM (spring 2006)** and should involve all the coastal stakeholders
- To support the implementation of the ICZM Rec., the EC facilitates an EXPERT GROUP :
 1. Meeting on 3.Oct.02 - TOR EG 2. Guidance report for the national stocktakes/indicators...3. Meeting on 24.nov. 2004 State of the coast assesment/EEA

EU/ICZM

- Ecosystem approach (marine-land)
- to reduce pressure and impacts on marine environment
- combined approach
- **Spatial Planning mechanisms**
- **Partnership**: Environment/Development (legislation and implementation) + **civil society**

ICAM

- **RECOMENDATION:**
- avoid duplication - try to find synergy (**EU-MED**)
- EU Marine Strategy: **ecosystem approach**
- ICZM: **reduce pressure and impacts** on marine environment
- **! ICAM regional implementation of ICZM in MED !**
- **WFD/RBM** principles include **coastal waters** (legal framework, **methodology**, reporting system)
- **subregional approach** - common water body - principle for implementation of SD in **MED ecoregions**



Draft Marine Strategy Components



The Policy Part: common approach

- A vision
- Principles
- Strategic Goals
- The properties (environmental, social and economic) sought through the implementation of an ecosystem approach

The Regional Part: regional management plans



Draft Marine Strategy Regional Approach




“...the application of the ecosystem approach leads to the identification of individual eco-regions”

- Once boundaries of eco-regions have been set, countries bordering such a region should jointly develop an implementation plans.
- These implementation plans should be developed within 5 years of the adoption of the strategy




Draft Marine Strategy beyond 2005




Development of Regional Plans with:

- an assessment of the current status of the area and of the impact of human activities
- a coherent set of specific environmental objectives and operational objectives to be achieved
- a programme of measures required to meet these objectives
- a programme for monitoring and assessment.



Draft Marine Strategy beyond 2005



- Operational Objectives should be selected which should be supported by a range of indicators with, as appropriate, limits, and targets reference points.
- Indicators should follow the structure of the DIPSIR framework



Draft Marine Strategy Delivery tools - EU perspective



- Common Fisheries Policy
- Habitat and Bird Directive
- Directives on shipping Erika and Prestige etc
- Strategic Impact Assessment (SEA)
- Environmental Impact Assessment (EIA)
- Common Agriculture Policy
- Water Framework Directive
- Urban Wastewater Directive



Draft Marine Strategy International Instruments



- UNCLOS
 - 1995 New York Agreement
- UNCED process
 - Rio Declaration 1992
 - CBD 1992
 - Agenda 21
 - Jakarta Mandate 1995
 - WSSD Johannesburg 2002
- FAO process
 - Code of Conduct 1995
 - Reykjavik Declaration 2001
- IMO process



Draft Marine Strategy Needs

- **Make better and more integrated use of the existing legislations and tools**
- **New legislation – A Framework Directive?**
- **Apply more spatial planning**



Draft Marine Strategy Progress so far

2002, 6th Environment Action Programme stipulates development of a thematic strategy for the protection and conservation of the European marine environment

September 2002 EC Communication, "Towards a strategy to protect and conserve the marine environment" (the "Towards Communication").

March 2003 Communication adopted by European Council

2003/4 Consultations on:
Strategic Goals and Objectives (SGO);
Ecosystem Approach to Management of Human Activities (EAM);
European Marine Monitoring and Assessment (EMMA);
Hazardous Substances (HS).

December 2004, Draft Strategy and 2nd Stakeholder Conference, Rotterdam.
End of the consultation process

2005 – Publication of Strategy – "including legal framework"?

PRIORITY ACTIONS PROGRAMME

The Coastal Management Centre

UNEP

MEDITERRANEAN STRATEGY FOR SUSTAINABLE DEVELOPMENT (MSSD)

(Draft Feb 2005)

Marko PREM
Deputy Director

ICAM and CAMP Strategy for the Mediterranean: Workshop, Split, 17-19 March 2005

PRIORITY ACTIONS PROGRAMME

The Coastal Management Centre

UNEP

- Framework strategy; action to move the region towards SD (peace, stability and prosperity)
- CPs November 2001
- Millennium Goals September 2000
- Johannesburg Plan of Implementation 2002
- Built around 4 major objectives, and actions in 7 basic fields

ICAM and CAMP Strategy for the Mediterranean: Workshop, Split, 17-19 March 2005

PRIORITY ACTIONS PROGRAMME

The Coastal Management Centre

UNEP

SD; a requirement for meeting developmental challenges in the Mediterranean

- environmental challenges (pressures, issues)
- Mediterranean as an eco-region
- demographic, economic and social challenge
- challenge of globalisation, peace and regional co-operation

ICAM and CAMP Strategy for the Mediterranean: Workshop, Split, 17-19 March 2005

PRIORITY ACTIONS PROGRAMME

The Coastal Management Centre

UNEP

Principles and long-term vision

- **Principles:** Rio Declaration and Agenda 21, Johannesburg Declaration, Plan of implementation; interdependence of four pillars: economic growth, social equity, protection of the environment and improved governance
- **Long-term vision:** Mediterranean - politically stable, prosperous and peaceful

ICAM and CAMP Strategy for the Mediterranean: Workshop, Split, 17-19 March 2005

PRIORITY ACTIONS PROGRAMME

The Coastal Management Centre

UNEP

Four major objectives

- Increasing economic development by enhancing Mediterranean assets
- Reduce social deficits by implementing the Millennium Goals
- Change unsustainable production and consumption patterns and manage natural resources sustainably
- End irreversible degradation of global and regional public goods, promote their restoration and reduce the increasing vulnerability to natural risks

ICAM and CAMP Strategy for the Mediterranean: Workshop, Split, 17-19 March 2005

PRIORITY ACTIONS PROGRAMME

The Coastal Management Centre

UNEP

Seven essential issues

1. Promote sustainable management of the sea and the littoral and urgently stopping the degradation of coastal areas
2. Control urbanisation and promote sustainable urban development
3. Promote 'quality' agriculture and sustainable rural development
4. Promote better management of water resources and demands

ICAM and CAMP Strategy for the Mediterranean: Workshop, Split, 17-19 March 2005

PRIORITY ACTIONS PROGRAMME

The Coastal Management Centre

UNEP

5. Manage energy demand and reduce the long-term effects of climate change

6. Ensure sustainable mobility through appropriate transport management

7. Make tourism a leading vector for sustainable Mediterranean development

ICAM and CAMP Strategy for the Mediterranean: Workshop, Split 17-19 March 2005

PRIORITY ACTIONS PROGRAMME

The Coastal Management Centre

UNEP

1. Promote sustainable management of the sea and the littoral and urgently stopping the degradation of coastal areas

Objectives:

- preventing and reducing pollution from ships and risks of accidents
- reducing pollution from land-based sources
- promoting sustainable fisheries and aquaculture
- protecting marine and coastal biodiversity
- **promoting more integrated development and management of coastal areas and prevention of risks**

ICAM and CAMP Strategy for the Mediterranean: Workshop, Split 17-19 March 2005

PRIORITY ACTIONS PROGRAMME

The Coastal Management Centre

UNEP

Orientations and actions:

- adoption of ICAM protocol by 2007, its accompanying strategy and follow-up system of quantitative indicators
- adoption of coastal zone laws by countries before 2012, creation of mechanisms and instruments for coastal management by 2012
- promotion of integrated management approaches and projects in all countries
- assess the vulnerability to natural and technological risks (risk plans by 2010)
- promotion of the role of islands
- capacity building for coastal management

ICAM and CAMP Strategy for the Mediterranean: Workshop, Split 17-19 March 2005

PRIORITY ACTIONS PROGRAMME

The Coastal Management Centre

UNEP

2. Control urbanisation and promote sustainable urban development

Orientations and actions:

- reduce the trend towards urban sprawl, transport planning, improved public transport
- guidelines for town planning and construction
- projects for urban rehabilitation, regeneration and renewal
- promote sustainable urban development at national level by working out a chart for the sustainable city
- training programmes on sustainable urban management

ICAM and CAMP Strategy for the Mediterranean: Workshop, Split 17-19 March 2005

PRIORITY ACTIONS PROGRAMME

The Coastal Management Centre

UNEP

3. Promote 'quality' agriculture and sustainable rural development

- by 2010 significantly reduce desertification, irreversible loss of continental biodiversity and degradation of landscapes
- measures and plans for the sustainable management of landscapes

ICAM and CAMP Strategy for the Mediterranean: Workshop, Split 17-19 March 2005

PRIORITY ACTIONS PROGRAMME

The Coastal Management Centre

UNEP

4. Promote better management of water resources and demands

- promote integrated management of catchment areas

5. Manage energy demand and reduce the long-term effects of climate change

6. Ensure sustainable mobility through appropriate transport management

7. Make tourism a leading vector for sustainable Mediterranean development

- promote sustainable tourism

ICAM and CAMP Strategy for the Mediterranean: Workshop, Split 17-19 March 2005

PRIORITY ACTIONS PROGRAMME

The Coastal Management Centre

UNEP

Mobilising actors, implementing the strategy and monitoring progress

- A Euro-Mediterranean area of solidarity and commitment
- Strengthening synergies with other co-operation frameworks
- Mobilise people and funds and organise national implementation
- Financing sustainable development
- National implementation

ICAM and CAMP Strategy for the Mediterranean: Workshop, Split 17-19 March 2005

ANNEXE IV

A STRATEGY FOR ICAM

PAP/RAC Split expert meeting March 2005

CONTENTS

- ▶ Ingredients for a Strategy
- ▶ Ingredients for the Mediterranean ICAM Strategy
- ▶ Working groups

STRATEGIES



- ▶ Military
- ▶ Business
- ▶ Institutional

WHAT IS A STRATEGY ?

- ▶ A declaration of intent to defines long term objectives and objective-related actions to reach expected **changes**
- ▶ A collective and shared vision with a consensus position on current problems, opportunities and desired changes
- ▶ A partnership towards common goals
- ▶ A sectoral, trans-sectoral and territorial short and medium term action plan with alternative avenues
- ▶ A reference document for periodic evaluating and reporting on actual measured changes

STRATEGY BUILDING STEPS



- ▶ Principles and Vision
- ▶ Diagnosis
- ▶ Defining objectives / orientations
- ▶ Setting boundaries
- ▶ Choosing strategic priorities
- ▶ Strategic action plan
- ▶ Implementing, Monitoring & Reporting
- ▶ Communicating

A SHARED VISION

- ▶ Lays out what partners would like to strive towards for themselves and future generation
- ▶ In a language and images to which all stakeholders can relate
- ▶ Not constrained by current political priorities, technical limitations, or financial limits
- ▶ Stands as the stakeholders' compass

SETTING BOUNDARIES



- ▶ It is as important to know what to do than what not to do, where to go and not to go, with whom
- ▶ Types of boundaries: range of issues, geographical scale and areas, ecosystems, stakeholders involved and targeted, nature of projects, means and time

STRATEGIC PRIORITIES

- ▶ Check that various "services" proposed bring added-value
- ▶ Be careful : new priorities / issues often require new working methods and may stretch human and financial resources

DIAGNOSIS



- ▶ Identify clear sectoral, inter-sectoral and territorial issues
- ▶ Issues must be prioritised
- ▶ Stakes and challenges are raised

STRATEGIC vs OPERATIONAL OBJECTIVES

- ▶ Strategic objectives: provide major orientations and scope for the overall strategy, compatible and not redundant with prior orientations and recommendations provided in previous documents
- ▶ Operational objectives: measurable, stakeholders-oriented, achievable, time-constrained, stimulating

TARGETS



- ▶ A measurable commitment to be achieved within a specific time frame (qualitative or quantitative)
- ▶ Targets imply measuring performance: indicators are established for each target

RISK EVALUATION

- ▶ Foresee problems : for each orientation, objective and action plan, evaluating major opportunities and threats
- ▶ Ask oneself "What could impede success?"

IMPLEMENTING A STRATEGY

- ▶ Setting key actions
- ▶ Stimulating stakeholders
- ▶ Reconsidering objectives

SETTING KEY ACTIONS

- ▶ Compare the current situation and the pursued ideal targets to identify offsets and define crucial changes as "priority actions"
- ▶ Establish priorities according to their urgency and impact
- ▶ Organize priorities categories called "projects for change"

CONTENTS

- ▶ Ingredients for the Mediterranean ICAM Strategy

STRATEGY: KEYWORDS



- ▶ Progress / change
- ▶ Space and Time scales
- ▶ Stakes & challenges
- ▶ Targets
- ▶ Trade-offs / Cost-benefits / added-value
- ▶ Minimum "Toolbox" / Good practices
- ▶ Priorities / Ranking / Focusing
- ▶ Clustering /Aggregating /
- ▶ Fragmentation / Overlapping
- ▶ Integration / Coordination
- ▶ Consistency / Coherence / Harmonisation
- ▶ Synergies / Cooperation
- ▶ Partnerships / "Concertation"
- ▶ Mandate

STRATEGY: CONTENTS & BOUNDARIES

- ▶ Progress / change
- ▶ Space and Time scales
- ▶ Stakes & challenges
- ▶ Mandate & Targets
- ▶ Trade-offs / Cost-benefits / added- value
- ▶ Minimum "Toolbox" / Good practices

STRATEGY BUILDING PROCESS



- ▶ Priority Setting and Focusing
- ▶ Ranking
- ▶ Clustering /Aggregating

STRATEGY EXPECTED IMPACTS

- ▶ Integration / Coordination
- ▶ Consistency / Coherence
Harmonisation
- ▶ Synergies / Cooperation
- ▶ Partnerships / "Concertation"

WORKING GROUP TASKS

- ▶ Session 1: Define "envelope" of strategy = MAP PAP, geography
- ▶ Session 2 : Define Structure and contents = up to strategic objectives

WORKING GROUP TASKS

- ▶ Restricted view of the coast = definition in the protocol with possibility to modify where appropriate
- ▶ Time frame = 10 years
- ▶ According to available human and financial resources

TYPES OF OBJECTIVES

- ▶ Global objectives : linked to issues of general interest, multisectoral scope and with no territorial dimension
- ▶ Specific objectives : also multisectoral but linked to conditions in a given area
- ▶ Sectoral objectives : linked to a single sector, not restricted to a given area

STRATEGIC OBJECTIVES: catalyse

- ▶ To promote PAP/RAC as the lead centre to catalyse activities supporting the implementation of the Sustainable coastal management process by Contracting Parties
- ▶ To promote the mainstreaming of coastal management activities and a significant change in level of activities
- ▶ To ensure complementarity and synergy of CZM initiatives within the Mediterranean
- ▶ To help secure durable financing for ICM

STRATEGIC OBJECTIVES: develop

- ▶ To encourage CP to define their coastal zone priorities based on risk analysis
- ▶ To promote application of ICM approaches at ecoregional level
- ▶ To continue to identify and address emerging ICM thematic priorities
- ▶ To continue to develop ICM methodology and best practices for the Mediterranean

STRATEGIC OBJECTIVES: communicate

- ▶ To support and facilitate communication mechanisms and channels between and among CP
- ▶ To capitalise on existing knowledge, support CP in developing their knowledge base and access to information

STRATEGIC OBJECTIVES: implement

- ▶ To build CP capacity to implement existing laws and future ICAM protocol
- ▶ To work at local level, e.g. making best use of CAMP projects and improve them